



CHAPITRE 12

Loi modifiant la Charte de la Société
générale de financement du Québec

[Sanctionnée le 18 juin 1976]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement
de l'Assemblée nationale du Québec,
décrète ce qui suit:

1962, c.
54, a. 2.
mod.

1. L'article 2 de la Charte de la Société
générale de financement du Québec (1962,
chapitre 54) est modifié par le remplace-
ment du paragraphe 2° par le suivant:

« caisse
d'épargne
et de
crédit ».

« 2° « caisse d'épargne et de crédit »,
une caisse d'épargne et de crédit régie par
la Loi des caisses d'épargne et de crédit
(Statuts refondus, 1964, chapitre 293), y
compris une fédération de telles caisses au
sens de ladite loi. »

1962, c.
54, a.
7, remp.

2. L'article 7 de ladite loi, modifié par
l'article 1 du chapitre 78 des lois de 1971
et par l'article 7 du chapitre 52 des lois de
1972, est remplacé par le suivant:

Fonds
social.

« **7.** Le fonds social autorisé de la So-
ciété est de cent quarante millions neuf
cent mille dollars.

Actions.

Il est divisé en dix millions trois cent
quatre-vingt-dix mille actions ordinaires
d'une valeur nominale de dix dollars
chacune et en trois millions sept cent mille
actions à dividende différé d'une valeur
nominale de dix dollars chacune. »

1962, c.
54, a. 8,
mod.

3. L'article 8 de ladite loi, remplacé
par l'article 8 du chapitre 52 des lois de
1972, est modifié par l'addition des alinéas
suivants:

CHAPTER 12

An Act to amend the Charter of the
General Investment Corporation of
Québec

[Assented to 18 June 1976]

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Charter of the
General Investment Corporation of Qué-
bec (1962, chapter 54) is amended by
replacing paragraph 2 by the following:

1962, c.
54, s. 2.
am.

“2. “savings and credit union”: a “savings
and credit union governed by the
Savings and Credit Unions Act (Revised
Statutes, 1964, chapter 293), including a
federation of such unions within the
meaning of the said act.”

2. Section 7 of the said act, amended
by section 1 of chapter 78 of the statutes
of 1971 and by section 7 of chapter 52 of
the statutes of 1972, is replaced by the
following:

1962, c.
54, s. 7,
replaced.

“**7.** The authorized capital of the
company shall be one hundred and forty
million, nine hundred thousand dollars.

Capital.

It shall be divided into ten million,
three hundred and ninety thousand com-
mon shares of a par value of ten dollars
each and into three million, seven hundred
thousand deferred-dividend shares of a par
value of ten dollars each.”

Shares.

3. Section 8 of the said act, replaced
by section 8 of chapter 52 of the statutes
of 1972, is amended by adding the follow-
ing paragraphs:

1962, c.
54, s. 8,
am.

Dividen-
des sur
actions à
dividende
différé.

« Aucun dividende ne pourra être déclaré ou payé sur les actions à dividende différé avant le 1^{er} janvier 1982 et même après cette date, à moins que le détenteur, à compter du 1^{er} janvier 1982, ne les convertisse en actions ordinaires, sur la base d'une action ordinaire pour chaque action à dividende différé.

Conver-
sion.

La conversion s'opère, sans autre autorisation ou formalité, par la remise du certificat d'action à dividende différé au secrétaire de la Société. Celui-ci doit immédiatement faire les inscriptions requises dans les livres de la Société et transmettre au détenteur un certificat indiquant le nombre d'actions ordinaires obtenues par suite de la conversion.

Change-
ment du
nombre
autorisé
d'actions.

Lors d'une telle conversion, le nombre autorisé des actions à dividende différé est diminué du nombre des actions à dividende différé converties et le nombre autorisé des actions ordinaires est augmenté d'autant. »

1962, c.
54, s. 9,
mod.

4. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 76 des lois de 1966/1967, par l'article 1 du chapitre 72 des lois de 1969, par l'article 2 du chapitre 78 des lois de 1971, par l'article 9 du chapitre 52 des lois de 1972 et par l'article 1 du chapitre 69 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addition, après le cinquième alinéa, des suivants:

Souscrip-
tion du
gouver-
nement.

« Il est aussi autorisé à souscrire, au même nom, avant le 31 décembre 1978, trente-sept millions de dollars payables sur le fonds consolidé du revenu pour trois millions sept cent mille actions à dividende différé.

Prime.

Il est aussi autorisé à verser à même le fonds consolidé du revenu un montant global de quatre millions six cent vingt-cinq mille dollars, représentant une prime de un dollar et vingt-cinq cents par action sur chacune des actions souscrites en vertu du sixième alinéa du présent article. Ce montant est imputable au surplus d'apport de la Société pour défrayer les intérêts sur les emprunts qu'elle pourra contracter en vue de sa participation au financement de La compagnie Donohue Limitée et de Donohue St-Félicien Inc. avant que le ministre des finances verse à la Société les montants qu'il est autorisé à souscrire au

“No dividend shall be declared or paid on deferred-dividend shares before 1 January 1982 or even after such date unless, on or after 1 January 1982, the holder converts them into common shares, on the basis of one common share for each deferred-dividend share.”

Dividends
on de-
ferred
shares.

The conversion shall be effected, without further authorization or formality, by the return of the deferred-dividend share certificate to the secretary of the company. The secretary shall thereupon make the required entries in the books of the company and send the holder a certificate indicating the number of common shares obtained as a result of the conversion.

Conver-
sion.

At the time of such conversion, the authorized number of deferred-dividend shares shall be decreased by the number of converted deferred-dividend shares and the authorized number of common shares shall be increased by the same number.”

Change of
authorized
numbers
of shares.

4. Section 9 of the said act, amended by section 2 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967, by section 1 of chapter 72 of the statutes of 1969, by section 2 of chapter 78 of the statutes of 1971, by section 9 of chapter 52 of the statutes of 1972 and by section 1 of chapter 69 of the statutes of 1973, is again amended by adding after the fifth paragraph the following:

1962, c.
54, s. 9,
am.

“He is also authorized to subscribe, on the same behalf, before 31 December 1978, thirty-seven million dollars payable out of the consolidated revenue fund, for three million seven hundred thousand deferred-dividend shares.

Govern-
ment sub-
scription.

He is also authorized to pay out of the consolidated revenue fund a total amount of four million, six hundred and twenty-five thousand dollars, representing a premium of one dollar and twenty-five cents per share on each of the shares subscribed under the sixth paragraph of this section. Such amount shall be credited to the contributed surplus of the company to defray the interest on the borrowings it may contract in order to participate in the financing of The Donohue Company Limited and Donohue St-Félicien Inc. before the Minister of Finance pays to the company the amounts he is authorized to

Premium.

fonds social de la Société ou à lui prêter en vertu de la présente loi. »

subscribe to the capital of the company or to loan to it under this act."

1962, c.
54, a. 9a,
mod.

5. L'article 9a de ladite loi, édicté par l'article 3 du chapitre 78 des lois de 1971 et modifié par l'article 2 du chapitre 69 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « des quatrième et cinquième alinéas » par les mots « des quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas ».

5. Section 9a of the said act, enacted by section 3 of chapter 78 of the statutes of 1971 and amended by section 2 of chapter 69 of the statutes of 1973, is again amended by replacing the words "fourth and fifth paragraphs" in the third line of the first paragraph by the words "fourth, fifth, sixth and seventh paragraphs".

1962, c.
54, s. 9a,
am.

Id., a.
11a, aj.

6. Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 11, du suivant :

6. The said act is amended by adding after section 11 the following :

Id., s.
11a,
added.

Pouvoirs
du lt.-g.
en conseil

« **11a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine :

« **11a.** The Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he may determine :

Powers of
Lt.-Gov.
in Council.

a) garantir le paiement des sommes d'argent payables par la Société par suite de l'inexécution de ses obligations en vertu d'un ou de plusieurs contrats se rapportant à une émission d'obligations de la compagnie Donohue St-Félicien Inc. en vue du financement d'un complexe forestier intégré de pâte kraft blanchie, dans la région de Saint-Félicien ;

(a) guarantee the payment of the sums of money payable by the company following the inexecution of its obligations under one or a number of contracts relating to an issue of bonds of the company called Donohue St-Félicien Inc. in view of the financing of an integrated forest complex for the production of bleached kraft pulp, in the region of Saint-Félicien ;

b) autoriser le ministre des finances à consentir un prêt de quinze millions de dollars à la Société, avant le 31 décembre 1978, à un taux d'intérêt de 10¼ % l'an payable semi-annuellement, remboursable en cinq versements de trois millions de dollars le 31 décembre de chacune des années 1988 à 1992 en vue d'aider au financement du complexe forestier mentionné au paragraphe a.

(b) authorize the Minister of Finance to grant a loan of fifteen million dollars to the company, before 31 December 1978, at the rate of interest of 10¼ % per annum, payable half-yearly, repayable in five instalments of three million dollars on 31 December in each of the years 1988 to 1992, in view of assisting in the financing of the forest complex mentioned in subparagraph a.

Paiement
à même
le fonds
consolidé.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à verser en vertu de ces garanties ou de ce prêt sont prises à même le fonds consolidé du revenu. »

Sums which the Government may be called upon to pay under such guarantees or such loan shall be taken out of the consolidated revenue fund."

Payable
from const.
rev. fund.

1962, c.
54, a. 12,
rempl.

7. L'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 76 des lois de 1966/1967, et remplacé par l'article 3 du chapitre 72 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant :

7. Section 12 of the said act, amended by section 4 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967, and replaced by section 3 of chapter 72 of the statutes of 1969, is again replaced by the following :

1962, c.
54, s. 12,
replaced.

Caisse
d'épargne
et de
crédit.

« **12.** Une caisse d'épargne et de crédit, avec, s'il y a lieu, l'approbation préalable de la fédération à laquelle elle est affiliée, peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis par

« **12.** A savings and credit union, with prior approval, where required, of the federation to which it is affiliated, may acquire and hold bonds or other titles of indebtedness issued by the company up to

Savings
and credit
unions.

la Société jusqu'à concurrence du quart de sa réserve générale.

Caisse
affiliée.

Une caisse affiliée à une fédération elle-même affiliée à la Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires Desjardins doit obtenir l'approbation de cette dernière.

Responsa-
bilité.

L'approbation d'une fédération n'engage pas sa responsabilité.

Caisse
non affi-
liée.

Une caisse non affiliée à une fédération doit obtenir l'autorisation du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières. »

1962, c.
54, a. 13,
ab.

8. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 52 des lois de 1972, est abrogé.

Id., a.
14, ab.

9. L'article 14 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
15, remp.

10. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 76 des lois de 1966/1967 et l'article 12 du chapitre 52 des lois de 1972, est remplacé par le suivant :

Conseil
d'admini-
stration.

« **15.** Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de sept membres. »

1962, c.
54, a. 20,
remp.

11. L'article 20 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Applica-
tion de
la Loi
des com-
pagnies.

« **20.** La Loi des compagnies de Québec s'applique à la Société, à l'exception des articles 125, 154 et 175. »

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

one-fourth of its general reserve.

A union affiliated to a federation that is itself affiliated to the Fédération de Québec des unions régionales des caisses populaires Desjardins must obtain the approval of the latter federation.

Affiliated
union.

A federation does not incur any liability by giving such approval.

Liability.

A union not affiliated to a federation must obtain authorization from the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions."

Non-affi-
liated
union.

8. Section 13 of the said act, amended by section 11 of chapter 52 of the statutes of 1972, is repealed.

1962, c.
54, s. 13,
repealed.

9. Section 14 of the said act is repealed.

Id., s. 14,
repealed.

10. Section 15 of the said act, amended by section 5 of chapter 76 of the statutes of 1966/1967 and by section 12 of chapter 52 of the statutes of 1972, is replaced by the following :

Id., s. 15,
replaced.

"**15.** The affairs of the company shall be managed by a board of seven directors."

Board of
directors.

11. Section 20 of the said act is replaced by the following :

1962, c.
54, s. 20,
replaced.

"**20.** The Québec Companies Act, with the exception of sections 125, 154 and 175, applies to the company."

Compa-
nies Act
applies.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.